

Contre Attaque Communication des génocidaires

ISRAËL EN GUERRE DE COMMUNICATION

— Analyse d'une campagne d'intoxication mondiale —
«La vérité n'a plus d'importance, les faits n'ont plus d'importance, il faut inonder de fausses nouvelles les réseaux sociaux pour combattre ceux qui critiquent Israël». Ces propos pourraient être tirés des romans de George Orwell, mais ils ont bien été prononcés par le directeur de la communication du Likoud, le parti de Netanyahu. Son nom ? Eli Hazan, un politicien israélien, dans une vidéo mise en ligne en avril 2026 par le média Middle East Eye. Pour un régime génocidaire, la guerre informationnelle est un enjeu majeur, au même titre que l'offensive militaire. Il faut détruire ou altérer l'information pour écraser l'adversaire, tenter d'effacer les traces des atrocités, limiter le soutien international aux peuples exterminés, empêcher les faits d'être diffusés.

Le budget de la propagande sioniste multiplié par 100
Fabriquer des fake news de manière industrielle demande énormément de moyens. Rien qu'en 2026, Israël va dépenser environs 730 millions de dollars pour son pôle de «diplomatie publique» et sa «communication stratégique». Une manière polie de parler de propagande, et ce montant est de 80 à 100 fois supérieur à ceux consacrés aux efforts de communication israéliens avant octobre 2023. Netanyahu résume parfaitement la situation : pour lui, la guerre informationnelle contre la Palestine est le «huitième front». Une ligne de combat en plus de celles à Gaza, au Liban, en Iran, en Syrie, au Yémen, en Cisjordanie ou en Irak. Ce nouveau front, nommé parfois cyniquement «bataille pour la vérité» par le Premier ministre israélien, consiste à inonder les réseaux sociaux d'informations contradictoires ou fausses. Avec un unique objectif : lutter contre la «délégitimation» d'Israël dans l'opinion publique internationale.

Ingérences étrangères et déstabilisations politiques

Par exemple la France Insoumise, connue pour ses positions en faveur de la Palestine et du droit international, a subi des campagnes de diffamation massives au moment des dernières élections municipales. Il s'agissait d'une opération d'ingérence organisée par une entreprise israélienne. En effet, des enquêteurs français ont pu remonter la piste d'une officine de manipulation numérique israélienne appelée Black Core. Une structure sans existence légale, liée à la firme Galacticos AI et SNI Digital, basées à Tel Aviv et spécialisées dans les cyber-attaques. Dans la galaxie de dirigeants et d'actionnaires de SNI Digital gravitent des vétérans de l'armée ainsi que l'ancien patron de l'agence nationale israélienne de cybersécurité. Pourtant, alors que la haute hiérarchie militaire sioniste tente de perturber les élections en France, ce qui est un acte de guerre, Israël n'est toujours pas considérée comme une puissance ennemie, au même titre que la Russie. Le directeur de Viginum – l'institution française qui enquête sur les ingérences numériques – expliquait qu'il avait repéré d'autres campagnes sur le même mode opératoire que celles organisées en France : Black Core est notamment « soupçonnée d'avoir mené des opérations d'ingérence numérique en Écosse, lors d'échéances électorales à New York en 2025, ainsi qu'en Angola et au Togo ».

Influencer les moteurs d'Intelligence Artificielle

Un autre signe particulièrement inquiétant : Israël tente de produire du contenu capable d'influencer les logiciels d'intelligence artificielle. Black Core cible directement des personnes pro-palestiniennes sur les réseaux sociaux avec de faux comptes générés par IA pour les dénigrer. Comme les moteurs IA se nourrissent du contenu publié en ligne, salir massivement un individu permet de peser sur sa réputation numérique. Une fausse information publiée des centaines de fois sur une personne peut finir par être « digérée » par l'IA, et ressortie lorsqu'un internaute fait une recherche sur cette personne.

Israël a également créé un faux institut de recherche, « le

Hanover Institute for public policy», pour désinformer le grand public grâce aux agents d'IA. Cet institut est présenté comme étant composé de brillants chercheurs étasuniens travaillant sur les ressorts de l'antisémitisme. En 9 jours, entre le 6 et 14 août, il a produit 124 rapports, comptabilisant au total plus de 560.000 mots. Ces articles rédigés par des agents IA, adoptant le récit de l'extrême droite israélienne, viennent ensuite nourrir les robots conversationnels comme Chat-GPT, Gemini, Claude et d'autres. L'objectif est de corrompre les machines et les entraîner à adopter les discours pro-israélien, ainsi que de minimiser voire effacer les crimes de guerre commis en Palestine.

Le site Hanover Institute for public policy promet d'optimiser son contenu, qu'il soit bien référencé dans les moteurs de recherche pour qu'il soit traité comme une enquête crédible par les systèmes d'IA. Si un utilisateur pose une question à Chat-GPT, le moteur aura tendance à baser ses réponses sur cette propagande issue du résultat des recherches factices de l'institut.

Une autre forme de contenu mensonger est diffusé par Piro Inc, une entreprise new-yorkaise liée au groupe Havas, une multinationale française de conseil en communication, dont l'actionnaire majoritaire est le groupe Bolloré. Dans la même veine, une enquête de The Intercept révélait, en mai 2026, qu'Havas a aussi versé plus de 15 millions de dollars financés par l'agence publicitaire gouvernementale israélienne à la société Clock Tower X, chargée de diffuser des discours pro-israéliens à destination des IA. L'entreprise est dirigée par Brad Parscale, l'ancien chef de campagne de Donald Trump. La boucle est bouclée. Le régime colonial arrose à coup de millions les communicants de l'extrême droite internationale pour masquer ses horreurs.

Recrutement d'influenceurs

En plus de l'intelligence artificielle, Israël investit beaucoup d'argent dans les influenceurs en payant des créateurs de contenus suivis par des millions de followers pour propager les fausses informations sur les réseaux sociaux. En

novembre 2023, le ministère de la diaspora et de la lutte contre l'antisémitisme israélien organisait une formation pour ces influenceu rs «afin de renforcer le discours israélien».

Un autre volet de la propagande israélienne, et non des moindres, est l'organisation directe de campagnes de désinformation produites par Tsahal après ses attaques. Un militaire israélien a avoué à l'ONG Breaking the Silence comment les forces d'occupation réduisent l'impact des images ou des informations concernant leurs crimes de guerre. Des éléments de langage sont préparés pour nier les massacres ou les justifier en accusant les victimes d'être «terroristes». Généralement, cette communication finit par être démentie, mais Israël gagne ainsi du temps : on se rappelle du premier bombardement d'un hôpital à Gaza en novembre 2023. À l'époque, l'armée sioniste avait certifié qu'il s'agissait d'un «tir de roquette raté d u Hamas».

Mensonge totalement contredit par les faits depuis, d'autant qu'Israël a rasé tous les hôpitaux de la zone. Mais durant l'automne 2023, la version israélienne avait été relayée dans tous les médias occidentaux.

Autre méthode de ce programme : l'élimination systématique des journalistes, la destruction des preuves. Sans témoins, la falsification devient nettement plus facile à réaliser.

Depuis le début du génocide, plus de 200 journalistes palestiniens ont été assassinés à Gaza. Et au sein même de l'État colonial, le gouvernement Netanyahu veut élargir la déchéance de nationalité et distribuer de lourdes amendes contre les rares israéliens qui critiquent l'armée. Ces derniers jours, des manifestations fascistes ont lieu devant le domicile des familles des r& #233;alisateurs du documentaire d'investigation Naza, qui démontre le génocide.